



Luttes sociales,
Engagement central

Procès-verbal
de l'assemblée générale
du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
tenue le 6 décembre 2017,
Salles Multi,
Rez-de-chaussée de la CSN

PRÉSENCES

Comité exécutif

Dominique Daigneault, présidente
Manon Perron, secrétaire générale
Patrice Benoît, trésorier
Charles Sainte-Marie, 1^{er} vice-président
Bertrand Guibord, 2^e vice-président

Conseil syndical

Ramatoulaye Diallo, immigration et relat. ethnoculturelles
Geneviève Lapointe, condition féminine
Kevin Mc Lean, CASS
Donald Picotte, LGBT
Arianne Carmel-Pelosse, jeunes

Dominique Daigneault et Manon Perron agissent respectivement comme présidente et secrétaire d'assemblée.

La présidente, Dominique Daigneault, débute par une minute de silence en commémoration aux 14 femmes tuées à l'École polytechnique, le 6 décembre 1989, il y a 28 ans jour pour jour, ainsi qu'en mémoire de madame Sylvie Fournier, qui a déjà été responsable de l'entraide au conseil central.

1. OUVERTURE

L'assemblée générale de décembre est toujours un moment émouvant puisque nous y soulignons à la fois le 1^{er} décembre, Journée mondiale de lutte contre le SIDA et le 6 décembre, Journée nationale contre la violence faite aux femmes qui commémore la tuerie de la Polytechnique. Aujourd'hui nous avons participé à une opération de distribution des rubans blanc et rouge.

Le mouvement actuel #moi aussi et les dénonciations qui se sont multipliées nous indiquent qu'il reste beaucoup de travail à faire pour mettre fin à la violence faite aux femmes. Le retour d'un sexisme décomplexé, comme l'illustrent les énormités colportées par des membres de groupes pro-armes qui voulaient organiser une manifestation sur la place du 6 décembre, en témoigne. Des propos tels, les Polypleureuses et les pleurnicheuses de la Poly ont soulevé l'indignation populaire qui a fait reculer le groupe qui a changé son lieu de rassemblement. Bref, le fait que l'assemblée générale soit le 6 décembre en tant que tel, a amené le comité de la condition féminine à demander à ce qu'il y ait un point précis sur les violences faites aux femmes. Nous aurons ainsi l'occasion d'y revenir plus tard.

Lors de la dernière assemblée, nous vous rapportions que nous avons dénoncé le fait que le gouvernement ait mis la hache dans la Commission sur le racisme systémique en la remplaçant par une espèce de forum sur l'emploi des immigrantes et des immigrants. Nous avons appris, pas plus tard qu'hier, que face au changement de cap du gouvernement, la Table de concertation contre le racisme systémique (TCRS) lançait sa propre consultation pour aborder de front la question du racisme systémique, entre autres, en y traitant de la manière que cela s'exprime dans plusieurs sphères de la société comme la santé, l'éducation, la sécurité publique, le logement et la culture. La démarche va aussi aborder les questions des genres et des autochtones notamment en se basant sur la recension de témoignages de personnes racisées au sujet de leur expérience et des conséquences du racisme systémique dans leur vie. Le conseil central suivra ces travaux de très près. Les membres seront informés des développements.

La présidente poursuit sa présentation faisant écho au drame sur lequel on ne peut plus continuer à fermer les yeux, celui vécu par les migrants et les migrantes en Libye. Des images horribles filmées par CNN qui ont circulé dernièrement sur les réseaux sociaux, sont tout simplement horribles. Mais tout ça n'est pas récent et cela a déjà été dénoncé par l'Organisation internationale pour les migrations qui soulignait en avril dernier que les passeurs s'adonnaient de plus en plus fréquemment à la traite d'êtres humains. « Originaires surtout du Nigeria, du Sénégal et de la Gambie, les migrants sont capturés alors qu'ils font route vers le nord de la Libye, d'où ils comptent gagner l'Europe en traversant la Méditerranée. Tout au long de ce voyage, ils sont la proie de groupes armés et de réseaux de passeurs, qui tentent parfois de leur extorquer de l'argent. » Ces personnes sont vendues comme esclaves, battues, humiliées, et obligées à travailler de force. C'est une situation abominable dont on entend peu parler et à laquelle on doit mettre fin. Ce sont des gens vulnérables, qui fuient des situations politiques intenable, la guerre, la misère, en quête de meilleures conditions de vie et qui se retrouvent dans des conditions pires que celles qu'ils et elles fuyaient. La plupart du temps, ces situations sont générées par un passé colonialiste et un présent capitaliste. Pensons aux guerres qui prennent littéralement naissance en lien avec l'industrie minière, pour récolter les matières premières qui servent à enrichir les plus riches tout en exploitant les populations locales de manière éhontée et en dévastant leur environnement. Les groupes d'extrême droite ont manifesté leur haine à l'endroit des personnes réfugiées ces derniers temps. Nous devons continuer d'être solidaires de ces personnes. C'est une question de dignité humaine.

Elle conclut le mot d'ouverture par deux meilleures nouvelles :

D'abord, par une chronique politique municipale. Elle rappelle qu'il y a 375 ans, Montréal était cofondée par une femme, Jeanne-Mance, et cela aura pris 375 ans pour élire une femme comme mairesse de Montréal, Valérie Plante de Projet Montréal, qui promet de mettre de l'avant des idées plus progressistes que ne l'auraient fait les autres partis. Nous tenons à souligner son élection. Toutefois, si c'est un grand pas qui vient d'être franchi, nous ne baisserons pas la garde et nous continuerons à surveiller de près le nouveau conseil municipal. Peut-être même d'un peu plus près d'ailleurs, pour nous assurer que ce virage progressiste annoncé se révèle vraiment.

Les cégeps ont 50 ans ! La création de ces établissements a permis au Québec de faire un pas de géant et d'entrer dans la modernité, en rattrapant le retard en matière d'accès à l'enseignement supérieur. Les fils et les filles de la classe ouvrière ont pu accéder à l'enseignement supérieur. Les cégeps ont permis l'accès à la formation générale pour les gens qui étudient au secteur technique ainsi que la consolidation de la formation technique et la poursuite des études à l'université. Les femmes ont massivement et rapidement eu accès à l'enseignement supérieur. Ces institutions contribuent à l'éducation des gens des régions hors des grands centres. Bref, les cégeps, c'est formidable ! Longue vie aux cégeps !

Sur une note plus personnelle, la présidente souhaite réjouissances et rapprochement aux délégué-es à l'approche du temps des Fêtes. En tant que militantes et militants, nous nous retrouvons souvent au cœur de combats difficiles, frustrants et malgré les écueils, il faut continuer à se battre pour faire des gains. Parfois, nous oublions que nos luttes sont impossibles sans les membres à la base ! Et malheureusement, nous oublions parfois la petite tape dans le dos qui fait du bien pour dire merci ! Alors permettez-moi de vous dire merci tout le monde, pour le travail essentiel que vous faites et de vous souhaiter des Fêtes pleines d'amour, de douceur et de solidarité !

2. APPEL DES ÉLU-ES

Manon Perron fait l'appel des membres de l'exécutif et du conseil syndical.

3. PRESENCE DES DELEGUE-ES DU GRAND NORD

Manon Perron souligne que personne du Nunavik et de la Baie James n'est avec nous ce soir.

4. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture
2. Appel des élu-es
3. Présence des délégué-es du Nunavik et de la Baie James
4. Lecture et adoption de l'ordre du jour
5. Adoption du procès-verbal de l'assemblée générale du 1^{er} novembre 2017
6. Admission des visiteuses et des visiteurs
7. Accréditation des nouvelles et nouveaux délégué-es
8. Affiliation des nouveaux syndicats
9. Conflits et mobilisations
 - ✓ Secteur transport scolaire FEESP-CSN
 - Campagne *En route vers le respect*
Invité-es : Denis Morin d'autobus Duplessis et Joanie Messier de la FEESP
 - Campagne sur le verre
10. Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes
Invitées : Sarah-Lapalme Bilodeau et Thaina Rosinvil

11. États financiers au 30 juin 2017/ Rapport du comité de surveillance des finances
12. Élections
 - front de lutte Santé et services sociaux
13. Information
 - ✓ Résolution 3.1 – développement territorial
 - ✓ 50 ans des cégeps
14. Retour sur le conseil confédéral de septembre et préparation de celui du mois de décembre
15. Divers

Verre de l'amitié

**Il est proposé par Marie-Thérèse Charron
appuyé par Daniel McSween**

Que l'on adopte l'ordre du jour tel que présenté.

ADOPTE

5. ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 1^{ER} NOVEMBRE 2017

**Il est proposé par Louise Desrochers
appuyé par Lamia Salhi**

Que l'on adopte le procès-verbal de l'assemblée générale du 1^{er} novembre 2017, tel que présenté.

ADOPTÉ

6. ADMISSION DES VISITEUSES ET DES VISITEURS

**Il est proposé par Robert Poisson
Appuyé par Catherine Thiffault**

Que l'on admette les visiteuses et les visiteurs.

ADOPTE

7. ACCREDITATION DES NOUVELLES ET NOUVEAUX DELEGUE-ES

Roger Davidson, du comité des lettres de créance, présente la liste des nouvelles et nouveaux délégués.

**Il est proposé par Roger Davidson
Appuyé par Jose Jemerez**

Que l'on accrédite les nouvelles et nouveaux délégué-es suivants :

STT du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (CSN)	Sophie Pieschke AGO
STT du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (CSN)	Annie Castonguay AGS

STT du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île de Mtl - CSN	René Rochon AGO
STT du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île de Mtl - CSN	Jean Langevin AGO

ADOPTÉ

8. AFFILIATION DES NOUVEAUX SYNDICATS

Manon Perron informe l'assemblée qu'il n'y a pas de syndicats à affilier.

9. CONFLITS ET MOBILISATIONS : Secteur transport scolaire FEESP-CSN

Campagne *En route vers le respect*

Dominique accueille nos invité-es, Denis Morin, d'Autobus Duplessis et Joanie Messier de la FEESP. La campagne *En route vers le respect, un traitement décent maintenant* vise à créer un rapport de force suffisant pour convaincre le gouvernement de rehausser les conditions de travail dans le secteur du transport scolaire et assurer des conditions de travail basées sur les résultats du rapport d'évaluation de l'emploi en 2015. Et plus précisément, on souhaite sensibiliser les différents acteurs concernés (gouvernement, commissions scolaires, parents et population) pour obtenir des enveloppes supplémentaires fermées et dédiées à l'augmentation des conditions de travail pour l'ensemble des salarié-es du secteur transport scolaire. Les syndicats seront invités à appuyer cette campagne qui aura cours jusqu'au printemps.

Une période d'échanges et de discussion suit les présentations. Des questions portent sur le travail qui est effectué au quotidien par les conductrices et conducteurs. Cet enjeu ne se limite pas au strict fait des conditions de travail. Cette campagne fait écho à la lutte du STT de Transco qui est en négociation pour le renouvellement de sa convention collective. Transco est une multinationale qui a 300 routes à Montréal. Elle engrange des profits au détriment des conditions de travail des conductrices et conducteurs. Des précisions sont apportées au droit de grève de ces travailleuses et travailleurs dans le cadre du code fédéral du travail.

Il est important de sensibiliser les parents dans ce type de campagne.

Il est proposé par Marie-Hélène Plourde
Appuyé par Carl Bédard

De permettre à Pierre Fontaine, visiteur, de prendre la parole.

ADOPTÉ

Proposition d'appui à la Campagne du secteur transport scolaire FEESP-CSN ***En route vers le respect***

Attendu l'importance du service de transport scolaire qui permet à plus de 520 000 élèves de se rendre à l'école quotidiennement;

attendu qu'il est nécessaire d'offrir un service de qualité aux élèves et à la population en assurant la pérennité du transport scolaire;

attendu que le financement provenant du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MÉLS) ne permet pas aux commissions scolaires de consentir aux transporteurs des contrats leur permettant d'offrir à leurs salarié-es des conditions de travail décentes qui correspondent à l'importance de leurs responsabilités;

attendu les conclusions du rapport final du Comité d'évaluation de l'emploi qui reconnaît la valeur du travail des conductrices et conducteurs de véhicules de transport scolaire;

attendu que le gouvernement reste muet face aux conclusions de ce rapport qui a évalué la hauteur du salaire qui devrait être versé aux conductrices et aux conducteurs de véhicules scolaires;

attendu qu'il y a actuellement une pénurie de main-d'œuvre de conductrices et de conducteurs d'autobus scolaires et que cela est principalement dû aux mauvaises conditions de travail;

attendu que plusieurs centaines de membres d'une grande majorité de syndicats du secteur ont manifesté leur volonté de poursuivre une campagne de mobilisation afin d'obtenir du gouvernement des actions efficaces et contraignantes pour rehausser les conditions de travail des conductrices et des conducteurs de véhicules scolaires.

Il est proposé par Chantal Morin
Appuyé par Sébastien Gagnon

Que le Conseil Central du Montréal métropolitain–CSN invite les délégué-es et ses syndicats affiliés à appuyer la lutte des syndicats du secteur transport scolaire de la FEESP-CSN et invite ses membres à faire circuler la pétition demandant au gouvernement d'augmenter le financement du transport scolaire.

ADOPTE

CAMPAGNE SUR LE VERRE

Dominique Daigneault présente la campagne « Verre, la fin du gaspillage » pour la consigne sur les bouteilles de vin, de spiritueux et autres contenants de verre.

La présentation est suivie d'une période d'échange et de questions. Les délégué-es sont invités à signer la pétition qui circule et à participer à une journée d'action le 9 décembre à l'entrée de quelques succursales de la SAQ.

Appui à la campagne sur le verre

Attendu que la plupart des 218 millions de bouteilles de vins et spiritueux vendues à la Société des alcools du Québec se retrouvent au dépotoir;

Attendu que seulement 14 % du verre placé dans le bac de recyclage est recyclé et réutilisé alors que les bouteilles de bières brunes parce que consignées sont réutilisées plus d'une quinzaine de fois et recyclées presque en totalité;

Attendu que la consigne sur les bouteilles de vin et de spiritueux permettrait de créer des emplois dans le traitement du verre et de moins polluer;

Attendu que le Québec est une des seules provinces au Canada qui ne consigne pas les bouteilles de vin et de spiritueux.

**Il est proposé par Étienne Guerrette
Appuyé par Kevin Mc Lean**

Que le Conseil central du Montréal métropolitain–CSN invite les délégué-es et ses syndicats affiliés à appuyer la campagne menée en intersyndicale entre la CSN, le Syndicat des métallos (FTQ) et le SCFP, notamment en signant la pétition d'appui à cette fin.

Amendement

**Il est proposé par Étienne Guérette
Appuyé par Simon Turbide**

D'ajouter : Et invite ses membres à se joindre à l'action de signature de pétition le 9 décembre prochain.

ADOPTE

La proposition finale se lit comme suit :

Que le Conseil central du Montréal métropolitain–CSN invite les délégué-es et ses syndicats affiliés à appuyer la campagne menée en intersyndicale entre la CSN, le Syndicat des métallos (FTQ) et le SCFP, notamment en signant la pétition d'appui à cette fin et invite ses membres à se joindre à l'action de signature de pétition le 9 décembre prochain.

ADOPTE

10. JOURNEE NATIONALE DE COMMEMORATION ET D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Avant de présenter les conférencières, 14 femmes se lèvent une après l'autre pour lire une statistique sur les violences envers les femmes. Après ce moment solennel, la présidente du conseil central, accueille Sarah-Lapalme Bilodeau et Thaïna Rosinvil du CALACS (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel) Trêve pour Elles.

Nos invitées font une présentation sur les mythes et préjugés portant sur les agressions sexuelles. Malgré les difficultés que représente la dénonciation d'une agression sexuelle, il est possible de s'en sortir si les victimes sont crues. Il s'agit là de l'essentiel de leur propos.

S'ensuivent des témoignages touchants. Des délégué-es font état des mesures et politiques instaurées en milieu de travail pour faciliter la dénonciation et accompagner les femmes victimes de harcèlement ou de violence sexuelle. À titre d'exemple, l'UQAM a créé un partenariat avec un CALACS afin de développer une approche préventive. Devant de telles situations, les syndicats doivent avoir un code de conduite pour avoir une bonne compréhension de leur rôle.

Proposition

- **Attendu** les diverses manifestations de violence qui continuent d'affecter les femmes dans la société en général et dans nos milieux de travail en particulier;
- **attendu** la culture du viol qui contribue à perpétuer les manifestations de violence faite aux femmes;
- **attendu** les campagnes #agressionsnondénoncées et #moiaussi;
- **attendu** le rôle des syndicats en matière de lutte à la violence faite aux femmes et en matière de défense des droits de tous et de toutes leurs membres;
- **attendu** le faible taux de dénonciation des situations de violence faite aux femmes dû à de multiples obstacles (lourdeur des processus, peur de représailles, peur de ne pas être crue, ...);
- **attendu** la campagne lancée par le Regroupement des CALACS;
- **attendu** le rôle joué par les CALACS dans la lutte contre la violence faite aux femmes;

**Il est proposé par Diane Provost
Appuyé par Marie-Hélène Plourde**

Que le Conseil central du Montréal métropolitain–CSN invite ses syndicats affiliés à :

- Dénoncer vigoureusement la violence faite aux femmes;
- mettre sur pied des comités de condition féminine ou à identifier une ou des personnes responsables des enjeux liés à la condition féminine;
- faire la promotion de la formation sur la condition féminine offerte au conseil central qui se tiendra les 15 et 16 janvier;
- se donner des moyens pour mettre fin à la violence faite aux femmes dans les milieux de travail, notamment en se dotant de politiques contre le harcèlement sexuel ou en faisant inclure des clauses à ce sujet dans les conventions collectives;
- inviter les membres du comité de la condition féminine du conseil central à les appuyer dans leurs travaux.
- appuyer la déclaration du Regroupement des CALACS et en appliquer les principes.

Amendement

**Il est proposé par Jean Régnier
Appuyé par Chantal Morin**

D'ajouter un boulet : inviter les syndicats locaux à appuyer financièrement le Regroupement des CALACS.

ADOPTÉ

La proposition finale se lit comme suit :

Que le Conseil central du Montréal métropolitain–CSN invite ses syndicats affiliés à :

- Dénoncer vigoureusement la violence faite aux femmes;
- mettre sur pied des comités de condition féminine ou à identifier une ou des personnes responsables des enjeux liés à la condition féminine;
- faire la promotion de la formation sur la condition féminine offerte au conseil central qui se tiendra les 15 et 16 janvier;
- se donner des moyens pour mettre fin à la violence faite aux femmes dans les milieux de travail, notamment en se dotant de politiques contre le harcèlement sexuel ou en faisant inclure des clauses à ce sujet dans les conventions collectives;
- inviter les membres du comité de la condition féminine du conseil central à les appuyer dans leurs travaux.
- appuyer la déclaration du Regroupement des CALACS et en appliquer les principes;
- inviter les syndicats locaux à appuyer financièrement le Regroupement des CALACS.

ADOPTÉ

**Il est proposé par Isabelle Cuconati
Appuyé par Arianne Carmel-Pelosse**

De permettre à Manon Labelle, visiteuse, de prendre la parole.

ADOPTÉ

11. ÉTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2017/ RAPPORT DU COMITE DE SURVEILLANCE DES FINANCES

Le trésorier du conseil central, Patrice Benoît, invite le comité de surveillance à se joindre à lui pour la présentation des états financiers. Après avoir présenté les états financiers au 30 juin 2017, Benoit Lacoursière fait la lecture du rapport du comité de surveillance.

**Il est proposé par Carl Bédard
Appuyé par Robert Poisson**

De recevoir le rapport du comité de surveillance sur les finances, lequel recommande l'adoption des états financiers au 30 juin 2017.

ADOPTÉ

**Il est proposé par Valéry Robichaud
Appuyé par Kevin Mc Lean**

De prologer l'assemblée générale de 30 minutes, pour terminer le point sur les états financiers et procéder aux élections au front de lutte Santé et services sociaux. Les points 13, 14 et 15 ne seront pas discutés.

ADOPTÉ

En terminant, le trésorier, Patrice Benoît remercie le comité de surveillance et souligne leur bon travail.

12. ÉLECTIONS

**Il est proposé par Marie-Thèrese Charron
Appuyé par Brigitte Rondeau**

Que Charles Gagnon et Michèle Delsemme, salarié-es du conseil central, agissent comme président et secrétaire des élections.

Le président des élections fait l'appel des candidatures, pour le poste de responsable au front de lutte Santé et services sociaux.

Lamia Salhi propose Isabelle Cuconati comme responsable du front de lutte Santé et services sociaux. Cette dernière accepte et puisqu'aucune autre candidature n'est soumise, le président des élections, Charles Gagnon, déclare élue Isabelle Cuconati au poste de responsable du front de lutte Santé et services sociaux.

Nous ajournons nos travaux puisque nous avons largement dépassé le temps accordé pour tenir nos délibérations en vertu des statuts et règlements.

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

**Il est proposé par Arianne Carmel-Pelosse
Appuyé par Jean Régnier**

Que l'on ajourne immédiatement.

ADOPTÉ

La réunion est levée à 22 h 5.

Dominique Daigneault
Présidente

Manon Perron
Secrétaire générale

Nombre de délégué-es à l'assemblée : 59

Femmes : 22

Hommes : 37

Officiel-les : 59

Substituts : 0